

France-Auray: Evaluation consultancy services

OJ S 195/2023 10/10/2023

Contract notice**Services****Legal Basis:**

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: auray Quiberon Terre Atlantique

Postal address: communauté de communes - espace tertiaire Porte Océane, Rue du Danemark, BP 70447,

Town: Auray Cedex

NUTS code: FRH04 Morbihan

Postal code: 56404

Country: France

Contact person: M. le président

E-mail: marches.publics@auray-quiberon.fr

Telephone: +33 297291869

Fax: +33 297291868

Internet address(es):Main address: <http://www.auray-quiberon.fr>Address of the buyer profile: <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>**I.3. Communication**The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>**I.4. Type of the contracting authority**

Regional or local authority

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

accompagnement à la concertation préalable au dimensionnement et à la construction d'une unité de valorisation énergétique sur la commune de Plouharnel

Reference number: AQTA_FORM_2023_10

II.1.2. Main CPV code

79419000 Evaluation consultancy services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

accompagnement à la concertation préalable au dimensionnement et à la construction d'une unité de valorisation énergétique sur la commune de Plouharnel

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 195 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

79419000 Evaluation consultancy services, 79416200 Public relations consultancy services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRH04 Morbihan

Main site or place of performance: sur le périmètre géographique de la Communauté de communes et notamment l' Usine d'insinération des Ordures Ménagères (Uiom) - lieu-dit Kernevé - 56340 PLOUHARNEL

II.2.4. Description of the procurement

le présent accord-cadre s'exécutant en partie au moyen de l'émission de bons de commande, porte sur une mission d'accompagnement à la concertation préalable au dimensionnement et à la construction d'une unité de valorisation énergétique sur la commune de Plouharnel.

Les prestations sont réparties en deux parties :

- une partie fixe à prix global et forfaitaire. Cette dernière porte sur la réalisation des missions suivantes telles que décrites au cctp :
- réunion de cadrage et de lancement ;
- étude de contexte, définition de la stratégie, plan d'actions ;
- réalisation de cartographies départementale et régionale des acteurs du traitement des déchets ;
- réunion intermédiaire de pilotage et d'avancement ;
- rapport de présentation du scénario " zéro " ou de " statu quo " et des scénarios projets ;
- réunion intermédiaire de pilotage, présentation de la stratégie et des scénarios ;
- préparation d'une délibération et d'une déclaration d'intention ;
- affichage ;
- élaboration du dossier de concertation
- conception et mise en ligne d'un site internet de la concertation ;
- organisation et animation d'une réunion du groupe de travail " projet d'unité de valorisation énergétique (uve) " avec associations et partenaires désignés ;
- organisation et animation d'une réunion publique d'ouverture ;
- organisation et animation d'un atelier thématique ;
- organisation et animation d'une réunion publique de synthèse ;
- réalisation d'un bilan de la concertation ;
- une partie à bons de commande : en fonction des besoins et des conclusions des missions précédentes, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'émettre des bons de commande portant sur :

- réunion supplémentaire du groupe de travail UVE avec associations et partenaires, dont organisation et animation de la réunion;
 - atelier supplémentaire de travail thématique, dont organisation et animation de la réunion ;
 - réalisation de panneaux d'information (conformément au cctp) ;
 - des journées supplémentaires d'intervention en fonction des différents profils d'intervenant.
- L'accord-cadre n'est pas découpé en tranche au sens des articles R 2113-4 à R 2113-6 du Code de la Commande publique.

Cet accord-cadre est conclu pour une durée de 48 mois à compter de sa notification. Il ne pourra pas être reconduit.

Pour la partie fixe à prix global et forfaitaire, les prestations seront rémunérées selon le montant indiqué par mission dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Pour la partie à bons de commande, les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du " bordereau des prix unitaires - partie à bons de commande ".

Les prestations de la partie à bons de commande sont susceptibles de varier, sur la durée de l'accord-cadre soit 48 mois, dans les limites suivantes :

- montant minimum : Pas de montant minimum,
- montant maximum : 130 000 euro (H.T.).

Le prestataire ou l'équipe devra avoir les compétences requises pour réaliser ce type de missions, à savoir :

- expert en concertation préalable avec garant, avec ou sans saisie de la Commission Nationale du Débat Public (Cndp),
- expert en animation de réunion publique,
- expert en traitement des déchets (et notamment en incinération) et en valorisation énergétique des déchets,
- chargé-E de communication,
- graphiste.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: valeur technique / Weighting: 70 points

Price - Weighting: 30 points

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 195 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 48

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

le marché est considéré, au sens des dispositions des articles R2162-2 alinéa 2, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, comme un accord cadre mono-attributaire s'exécutant en partie au moyen de l'émission de bons de commande auprès du titulaire, au fur et à mesure de l'apparition des besoins

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- une lettre de candidature avec identification du candidat (formulaire Dc1 ou forme libre) en cas de groupement, les candidatures seront présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché.
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande publique et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ; cas visés dans le formulaire Dc1 édité par la direction des affaires juridiques du ministère de l'économie et des finances accessible sur le site internet à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Toutefois, conformément à l'article R2144-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur n'exigera que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas relever d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société ;
- la copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

dans la mesure où ils sont nécessaires à l'appréciation de la capacité économique et financière des candidats, le pouvoir adjudicateur exige les renseignements ou documents justificatifs suivants :

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés ci-dessus, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur.

Minimum level(s) of standards possibly required:

pas de niveau minimum exigé

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

dans la mesure où ils sont nécessaires à l'appréciation des capacités techniques et professionnelles des candidats, le pouvoir adjudicateur exige les renseignements ou documents suivants :

- une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public.

Minimum level(s) of standards possibly required:

pas de niveau minimum exigé

III.2. Conditions related to the contract

III.2.3. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 10/11/2023 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 8 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 10/11/2023 Local time: 14:00

Place:

rue du Danemark, 56 400 Auray

Information about authorised persons and opening procedure: représentants du pouvoir adjudicateur

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about electronic workflows

Electronic invoicing will be accepted

VI.3. Additional information

accord-Cadre de prestations intellectuelles s'exécutant en partie au moyen de l'émission de bons de commande engagé selon la procédure d'appel d'offres ouvert dans le cadre des articles L2124-2, R2124-2 1°, L2125-1 1°, R2161-2 à R2161-5, R2162-2 alinéa 2, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique. Délais d'exécution : les prestations de la partie fixe devront être réalisées dans le respect des délais indiqués dans l'acte d'engagement. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'interrompre ces délais d'exécution par ordre de service. Les délais d'exécution des prestations relatives à la partie à bons de commande sont précisés dans les bons de commande émis au fur et à mesure des besoins.

Les prix sont fermes et actualisables s'agissant des prestations de la partie fixe et sont révisables s'agissant des prestations de la partie à bons de commande selon les dispositions précisées au CCAP. Les paiements seront réalisés par virement administratif. Le délai global de paiement des avances, soldes et indemnités est fixé à 30 jours conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique. Le défaut de paiement dans le délai indiqué à l'article précédent fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros conformément à l'article D2192-35 du Code de la Commande publique. Le marché sera conclu dans l'unité monétaire suivante : euros. Financement public : les prestations seront payées sur le budget annexe de la Communauté de Communes, qui pourra bénéficier d'éventuelles subventions. Les candidats pourront se présenter en candidat unique ou en groupement. Forme imposée pour l'attribution : Le pouvoir adjudicateur n'impose aucune condition en ce qui concerne la composition des éventuels groupements. Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché. En application de l'article R2142-23 du Code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. Les candidats peuvent présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois : - en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ; - en qualité de membres de plusieurs groupements. Modalités de transmission des offres électroniques et de signature des pièces (Cf. Art 5 du Règlement particulier de consultation)

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: tribunal administratif de Rennes,
Postal address: 3 contour de la Motte, CS 44416,
Town: Rennes Cedex
Postal code: 35044
Country: France

E-mail: greffe.ta-rennes@juradm.fr

Telephone: +33 223212828

Fax: +33 299635684

Internet address: <http://www.rennes.tribunal-administratif.fr>

VI.4.2. Body responsible for mediation procedures

Official name: comité consultatif de règlement amiable des différends conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique,

Postal address: 22 mail pablo picasso BP 24209

Town: Nantes Cedex 1

Postal code: 44042

Country: France

Telephone: +33 253467902

Fax: +33 253467979

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

la présente procédure d'appel d'offres pourra faire l'objet : - d'un référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du Code de Justice Administrative (Cja) et pouvant être exercé avant la signature du contrat. - d'un référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA et R. 551-7 à R. 551-10, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - d'un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles assorti le cas échéant de conclusions indemnitaires et pouvant être exercé par tout tiers dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. Les requérants peuvent éventuellement assortir leur recours d'une demande tendant, sur le fondement de l'article L. 521-1 du CJA, à la suspension de l'exécution du contrat. Les actes détachables du contrat ne peuvent être contestés qu'à l'occasion de ce recours. - Le requérant est recevable à former un recours pour excès de pouvoir contre les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. Les requérants peuvent éventuellement assortir leur recours d'une demande tendant, sur le fondement de l'article L. 521-1 du CJA, à la suspension de l'exécution du contrat. Les personnes lésées par le contrat ou sa passation, peuvent introduire un recours en indemnisation après avoir effectué, le plus souvent, une demande préalable auprès de la personne publique. Au-Delà d'un délai de quatre ans à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle où la créance sur la personne publique est née, le requérant s'expose à l'opposition de la prescription quadriennale

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: tribunal administratif de Rennes,

Postal address: 3 contour de la Motte, CS 44416 ,

Town: Rennes Cedex

Postal code: 35044

Country: France

E-mail: greffe.ta-rennes@juradm.fr

Telephone: +33 223212828

Fax: +33 299635684

Internet address: <http://www.rennes.tribunal-administratif.fr>

VI.5. Date of dispatch of this notice

05/10/2023